

Séance ordinaire du lundi 12 avril 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Protection de la population et tranquillité publique

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

Absents :

Programme de Vidéoprotection Urbaine - Année 2021 - Extension - Approbation

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

La politique de sécurité se construit au quotidien par la coordination et l'association d'un certain nombre d'acteurs, de services, de moyens matériels, et de technologies afin de répondre aux différents enjeux qui s'imposent à un territoire communal tel que Montpellier. Elle s'organise à partir d'un maillage territorial de caméras dédiées à la vidéoprotection et à la gestion de l'espace public. Cette technologie se confirme depuis quelques années comme un outil complémentaire à la gestion des espaces publics, des voiries, et des équipements publics.

Elle est mise en œuvre quotidiennement par un service répondant de la Direction de la Sécurité et de la Tranquillité Publique, fonctionnant 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, en liaison permanente avec le Centre d'Information et de Commandement de la Police Nationale et le Centre Opérationnel de Commandement de la Police Municipale.

Depuis le mois d'octobre 2020, le délai de conservation des images est passé de 8 jours à 30 jours permettant par la même d'augmenter le délai de réquisition nécessaire à la réalisation des enquêtes. Dans le cadre du partenariat organisé avec la Police Nationale un poste dédié à un opérateur du Centre de Supervision Urbaine (CSU) a été créé au sein du Centre d'Information et de Commandement afin d'accompagner et de conforter la gestion des réponses en matière d'ordre public.

Au cours de l'année 2020, le CSU a traité 9 199 affaires donnant lieu à 6 305 interventions, 897 interpellations et 821 réquisitions d'images de la part des services de police ou de gendarmerie. En outre, le

CSU assure en permanence la surveillance en continu du tunnel de la Comédie, pour le compte de la Métropole, et contribue à la fluidité de la circulation par le biais de la vidéoverbalisation.

Le Plan Pluriannuel d'Investissement de 2,4 M€ voté en février dernier confirme la volonté de l'exécutif municipal de contribuer à la réponse en matière de sécurité au profit des différents quartiers de la Ville. Il est donc proposé, pour l'année 2021, l'approbation d'une extension du réseau de vidéoprotection urbaine comprenant l'implantation de 25 nouvelles caméras. Ce programme vise à conforter l'action des équipes intervenant sur le terrain, prévenir le passage à l'acte, et enfin contribuer aux réponses policières et judiciaires.

Après réalisation du programme 2021, le nombre de caméras sur l'espace public serait porté à 339.

Le budget inscrit pour cette opération d'extension s'élève à 400 000 €.

Cette extension du parc de caméras fera l'objet d'une demande de subvention notamment dans le cadre du Fonds Interministériel pour la Prévention de la Délinquance (FIPD) auprès des services de l'Etat.

Le programme 2021 propose les secteurs et équipements suivants :

Abords des Ecoles	Marc Bloch / Copernic
	Heidelberg / Cervantes
	Voltaire
	Pagnol
	Yourcenar
Secteur Gambetta/Courreau/St Denis	Rues Brueys / St Claude
	Rues Dom Vaissette-32ème
	Rues Faubourg du Courreau - Chanzy
	Rues Faubourg du Courreau - Brousse-Soldats
	Rue de l'Ecole de droit - Plan Cabanes
	Rues Pères Fabre et Bonnet
Secteur Toulouse/Brassens/Roseau/Bounin	Sq Mas Drevon - Parc des Sylvains
	Av Villeneuve d'Angoulême - Rue Roseau
	Place de Fontjun
	Rues Jacques Bounin - Vanel
	Rues Jacques Bounin - Fernandel
Secteur St Martin	Rd Pt Alizés - Av des Près d'Arènes
	Av des Près D'Arènes - Rue des Tulipes
	Rue Mion St Michel
	Rue des Yuccas
	Rues Jean Vachet - Catalpas
Secteur Port Marianne	Av Nina Simone (2 caméras)
Abords des Piscines	Piscine Spilliaert
	Piscine Taris

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de valider l'extension du programme de vidéoprotection urbaine 2021, à savoir l'implantation de 25 nouvelles caméras ;

- de déposer la demande d'autorisation auprès de la Préfecture ;
- de solliciter les subventions les plus larges possibles ;
- de dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 46 voix

Contre : 19 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 23 avril 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210412-157712-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 23/04/21
Réception en Préfecture : 23/04/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.